

Atelier d'Écriture Citoyen

Organisé par Cit'Light, La revue citoyenne,



en partenariat avec Point Culture



Bienvenus à tous, nous sommes ici pour nous réfléchir ensemble sur des thématiques citoyennes, pour s'en emparer, se les approprier et publier nos réflexions.

Aujourd'hui, nous nous penchons sur le thème de la (R)évolution des Communs. Chaque table traite un angle différent :

- Table 1 : Les ressources naturelles
- Table 2 : Le savoir commun
- Table 3 : Les communs dans l'entreprise
- Table 4 : Espaces publics, espaces communs

À la fin de la session, un drive sera ouvert à tous pendant deux semaines. Vous pourrez y commenter les informations et les analyses qui ressortiront de cet atelier d'écriture !

N'hésitez pas non plus à jeter un coup d'œil aux réflexions des autres groupes, c'est un travail collaboratif 😊. Alors, soyez ouverts, discutez, écrivez, votre travail sera publié !

Quelques conseils de réflexions et d'écriture

Trouver un angle...

On peut développer un thème de mille façons différentes. Alors pour être efficace et ne pas s'éparpiller, il est important de n'en choisir qu'un ! Une façon facile d'y parvenir est de se poser une question et d'y répondre. Alors chaque idée développée apportera un élément de réponse à votre problématique.

A développer

Une règle à retenir : « Une phrase = Une idée » ! Pour ne pas se perdre dans l'écriture (et ne pas perdre son lecteur), il est préférable de se limiter à cette règle 😊.

Une écriture simple : être bien compris

Des phrases courtes : Evitez les phrases de 5 lignes ! Le lecteur devra relire le début pour comprendre la fin et vous l'aurez perdu sans qu'il ne vous lise.

Des phrases simples : Sans se limiter au traditionnel « sujet + verbe + complément », on évite les multiples subordonnées relatives qui alourdissent et parfois découragent la lecture ! Dans cette lignée, mieux vaut aussi éviter la double négation, les répétitions et les tournures passives.

Le vocabulaire : Plus il est quotidien, plus il aura d'impact. Bon.. Que ça n'empêche personne d'employer le bon mot même s'il a plus de trois syllabes ! Le tout est trouver le juste milieu, pour que ce soit précis et plaisant à lire en même temps.

Une écriture accrocheuse : donner des exemples, faire ressentir le monde

Des exemples : Théoriser, c'est intéressant, mais illustrer la théorie, c'est encore mieux pour faire passer un message ! Alors n'hésitez pas à présenter des situations existantes, des exemples de ce que vous voulez dire, des cas concrets etc.

Une écriture du ressenti : des adjectifs de sensation aux métaphores et comparaisons, tout est bon pour ancrer votre texte dans le réel et le décrire (ou l'imaginer en mieux 😊) !

Une touche d'humour ? Un message passe toujours mieux s'il est présenté avec bienveillance et sourire (attention à ne pas déguiser le sarcasme en humour, celui-là à tendance à rester bloquer au fond de la gorge !)

Dossier thématique :

Le savoir commun

Texte 1 (p. 4): Quand le droit d'auteur résiste au bien commun

Texte 2 (p. 6): Privilégier la licence Creative Commons Paternité (CC BY) dans l'éducation

Texte 3 (p. 10): Plaidoyer (Wikimedia foundation)

Texte 4 (p. 11): Les Communs numériques sont-ils condamnés à devenir des « Communs du capital » ?

Texte 5 (p. 19): «Wikipédia est un "projet" encyclopédique et un bien commun de l'humanité»

Texte 6 (p. 24): La constitution et la gouvernance des biens communs numériques ancillaires dans les communautés de l'Internet. Le cas du wiki de la communauté open-source WordPress

Texte 1: Quand le droit d'auteur résiste au bien commun

Mardi, 3 Février, 2015

Par Danièle Bourcier Responsable scientifique de Creative Commons, juriste, directrice de recherche au CNRS.

<https://www.humanite.fr/quand-le-droit-dauteur-resiste-au-bien-commun-564373>

Notre régime de propriété intellectuelle est-il encore adapté et juste ?

Disons-le clairement : le droit d'auteur, élaboré à l'ère de l'écrit dans le tourbillon de la Révolution française, n'est pas adapté à l'ère numérique. Fondé sur la notion sacrée de propriété individuelle et d'exclusivité des droits du « propriétaire », il est en décalage avec toutes les nouvelles formes de collaboration et de communs qu'ouvre Internet.

On aurait pu penser qu'en de telles circonstances, changer la loi s'imposerait. Mais la pression des lobbys et ayants droit n'a jamais été aussi forte pour garder et même renforcer les dispositifs anciens : on vient de le voir avec le dernier rapport présenté récemment au Parlement européen. Pourtant l'inventivité sociale et, partant, le désir de se libérer d'obstacles juridiques inadaptés sont de plus en plus vifs parmi les nouvelles générations du Net. Le développement de la culture libre, des logiciels libres et maintenant des contenus libres en est un exemple : ces expériences qui s'affinent au cours des années deviennent une sorte de contre-culture qui risque à terme de s'imposer aux résistances d'un autre âge.

L'histoire des licences Creative Commons (CC) est éclairante à cet égard : ce projet de licences ouvertes est né en 2002 d'un mouvement planétaire protestant contre l'allongement du copyright à soixante-dix ans après la mort de l'auteur et donc de l'entrée des œuvres (libérées de droits) dans le domaine public. « The Mickey Mouse Protection Act » en question a été surnommé ainsi à cause de la pression toute particulière du lobby des héritiers de Walt Disney. L'Europe a suivi quelques années plus tard. Rappelons le principe. Les licences CC mettent l'auteur d'un contenu – qu'il s'agisse d'un livre, d'un morceau de musique, d'une photo – au centre du dispositif : c'est l'auteur, et non plus l'éditeur ou l'intermédiaire, qui choisit de renoncer à l'exclusivité de certains de ses droits en amont, pour faire circuler et partager plus facilement son œuvre. Il donne ainsi à d'autres le droit de la réutiliser et de faire connaître sa création. Imaginez : vous voulez faire un journal, illustrer un dossier, préparer une thèse, organiser une soirée. Il suffira d'interroger les moteurs de recherche en spécifiant que vous cherchez une œuvre « libre » et vous pourrez l'utiliser légalement en suivant les conditions de l'auteur mais sans passer par lui. Ce mécanisme simple est adapté à tout ce pour quoi Internet a été fait : rapidité et transparence de la transaction, duplication et transformation en ligne du contenu numérique, et surtout création de biens communs numériques autour d'un projet collectif.

Car les technologies portent en elles de nouvelles façons d'agir et de travailler en société. Elles changent les rapports entre les hommes et mettent en évidence les distorsions des régimes de droit et de propriété. Et c'est là sans doute que les tenants de l'ordre ancien auront le plus de mal à maintenir leurs exigences. De plus en plus se développent partout

dans le monde, numérique ou non, des expériences des biens communs. L'abandon de la notion d'intérêt général, la gestion de plus en plus marchande des biens publics et la raréfaction universelle des ressources ont amené les citoyens à s'auto-organiser sur des projets bien précis. La culture numérique a favorisé ces nouvelles façons de s'organiser et de créer des ressources. Mais ne nous y trompons pas : le bien commun n'est pas une idée nouvelle. Certaines prud'homies de pêcheurs au Moyen Âge qui géraient les ressources halieutiques en Méditerranée ont résisté aux répartitions par quotas calculées par l'Union européenne parce qu'elles étaient souvent plus efficaces. C'est le même phénomène d'auto-organisation que l'on observe sur le Web. Le droit d'auteur, en érigeant autant d'obstacles à la circulation des biens culturels, crée artificiellement de la rareté. Il incite à l'effet d'aubaine et crée de nouvelles incivilités que les autorités comme Hadopi sont bien en peine de canaliser. Car il est une dimension que toute société se doit de conserver : la confiance. Ériger des murs autour des savoirs et des œuvres, fruit d'une culture commune, ne peut être une solution. La connaissance s'élabore sur « les épaules de géants » et s'enrichit de nos multiples interactions avec le monde. Imaginez les données d'expérience si elles devaient rester enfermées sur le disque dur d'un seul chercheur dans un laboratoire ? Nous sommes en société, c'est-à-dire « avec » (cum en latin), et, comme le disait J.-L. Nancy, cum c'est la racine du mot « commun ».

Texte 2 : Privilégier la licence Creative Commons Paternité (CC BY) dans l'éducation

Framablog, 2 décembre 2009
<https://framablog.org/2009/12/02/licence-creative-commons-paternite-et-education/>

Quelle est la licence la plus indiquée pour ce qui concerne les ressources produites dans un contexte éducatif ?

Assurément les licences Creative Commons. Or ce pluriel témoigne du fait qu'il existe justement plusieurs licences Creative Commons.

C'est la plus simple et peut-être aussi la plus « libre » d'entre toutes, la Creative Commons Paternité (ou CC BY), que est ici clairement, voire chaudement, recommandée, par les créateurs mêmes de ces licences, lorsqu'il est question de ces ressources en plein essor que constituent les « Ressources Éducatives Libres ».

Et c'est une prise de position d'autant plus remarquable que c'est une licence encore aujourd'hui très minoritaire dans la grande famille des Creative Commons.

Pourquoi licencier sous CC BY ?

Quelques règles d'utilisation des licences Creative Commons (CC), et plus particulièrement de la licence Creative Commons Paternité (CC BY), comme choix privilégié pour vos Ressources Éducatives Libres.

1. Utilisez les licences Creative Commons

La famille de licences Creative Commons est un standard reconnu pour les contenus ouverts. Nous vous recommandons de consulter la FAQ ccLearn pour en apprendre davantage sur ces choix essentiels de licences dans l'éducation. Pour résumé, Creative Commons propose des licences publiques et gratuites, composées de combinaisons des conditions suivantes :

Paternité (BY) : Vous offrez aux autres la possibilité de reproduire, distribuer et communiquer votre création, et les œuvres dérivées, mais uniquement s'ils vous en attribuent expressément la paternité. Cette condition est commune à toutes les licences Creative Commons.

Pas d'utilisation commerciale (NC) : Vous offrez aux autres la possibilité de reproduire, distribuer et communiquer votre création et les œuvres dérivées, mais uniquement dans un but non commercial. S'ils souhaitent utiliser votre travail à des fins commerciales, ils doivent prendre contact avec vous afin d'obtenir votre autorisation.

Partage des conditions initiales à l'identique (SA) : Vous permettez aux autres de distribuer des œuvres dérivées, mais uniquement sous une licence identique à celle que vous avez initialement choisie.

Pas de modification (ND): Vous offrez aux autres la possibilité de reproduire, distribuer et communiquer votre création sous sa forme initiale, sans modification. Votre accord est nécessaire à toute traduction, altération, transformation ou ré-utilisation dans une autre œuvre.

Selon la combinaison de conditions choisies, Creative Commons fournit une licence indiquant clairement les conditions de réutilisation de votre travail. Qui plus est, les licences Creative Commons sont tout particulièrement conçues pour en faciliter l'utilisation, ainsi que la compréhension par les auteurs et les utilisateurs. Leur terminologie standardisée et leur implantation technique les rendent universelles. Les Ressources Éducatives Libres publiées sous licences Creative Commons sont déjà nombreuses et s'inscrivent dans une dynamique collective qu'il aurait été impossible d'atteindre si des licences spécifiques et différentes avaient été appliquées à chaque œuvre.

Cette standardisation permet aux gens de se familiariser avec les différentes options de nos licences. Ces permissions ont été concentrées utilement dans des contrats simplifiés et accessibles, utilisant des icônes universellement identifiables, qui fournissent une référence rapide aux droits et conditions associées à chaque ressource. En complément, les licences Creative Commons sont lisibles par des machines, permettant ainsi de rechercher des ressources sous licence Creative Commons grâce à des outils de recherche Web (tels que Google, Yahoo !, ou les propres outils de recherche de Creative Commons), favorisant ainsi avec simplicité et efficacité la découverte et la diffusion de Ressources Éducatives Libres.

2. Utilisez la licence Creative Commons Paternité (CC BY) chaque fois que c'est possible. Parmi l'ensemble des licences Creative Commons, la licence CC BY est le moyen le plus simple de garantir que vos Ressources Éducatives Libres auront un impact maximum, en termes de diffusion et de réutilisation. Les travaux sous licence CC BY peuvent en effet être redistribués et adaptés sans autre restriction que d'en respecter la paternité. Ces travaux peuvent être traduits, localisés, intégrés dans des produits commerciaux et combinés à d'autres ressources éducatives. La licence CC BY permet ces réutilisations par n'importe qui, pour n'importe quel objectif, toutes vous présentant explicitement comme l'auteur initial. Dans certaines situations, il peut vous paraître important de restreindre les possibilités de réutilisation de vos Ressources Éducatives Libres. Dans de tels cas, vous devriez porter une attention particulière aux conséquences de ces restrictions. Prenons par exemple une ressource dont la licence interdit la création de travaux dérivés, telles que les licences Creative Commons avec clause ND (pas de modification). Alors l'intégrité de vos travaux est protégée par une licence ND, mais dans le monde des Ressources Éducatives Libres cette restriction empêche toute traduction, adaptation ou localisation, alors que ces possibilités sont d'une importance critique dans le domaine éducatif.

La clause NC, qui interdit toute utilisation commerciale, en est un autre exemple. Votre organisation pourrait ne pas souhaiter que des concurrents commerciaux intègrent

gratuitement vos créations dans leurs propres travaux et puissent ainsi en tirer un bénéfice financier. Cependant, il peut être parfois difficile de déterminer si une activité est ou n'est pas commerciale, ce qui pourrait pousser certains à éviter des ressources intégrant une clause NC, même s'ils envisageaient de s'engager dans des activités légitimes et séduisantes utilisant vos travaux. En fait, il existe de nombreux cas pour lesquels les efforts commerciaux élargiront l'accès et l'impact des Ressources Éducatives Libres. Par exemple des éditeurs commerciaux pourraient diffuser ces Ressources Éducatives Libres dans des régions où la connectivité au réseau est défectueuse, des opérateurs de téléphonie mobile pourraient intégrer ces Ressources Éducatives Libres dans des offres de communication qui les aideraient à vendre des téléphones, tout en élargissant le nombre de bénéficiaires de ces ressources. Lorsque se pose la question de l'utilisation de la clause NC, Creative Commons pense qu'il est primordial que vous déterminiez si vous prévoyez de tirer un profit direct de votre travail (en clair, de le vendre). Si ce n'est pas le cas, essayez d'éviter d'utiliser la clause NC.

Un troisième exemple est la clause SA (Partage des conditions initiales à l'identique), qui contraint tous les travaux dérivés à être distribués dans les mêmes conditions que l'œuvre initiale. Cette clause est séduisante pour les organisations qui souhaitent utiliser leurs travaux afin d'étendre le corpus des ressources libres et ouvertes, en assurant que toute œuvre basée sur ces ressources conserve les mêmes libertés, même au prix de l'exclusion de réutilisations potentielles. Cependant, les œuvres porteuses d'une clause SA sont difficiles, voire impossibles, à combiner avec des ressources éducatives publiées sous une autre licence, ce qui dans de nombreux cas peut représenter un obstacle pour les étudiants et leurs professeurs.

Bien que certains attendent avec impatience l'avènement d'un jour où toutes les Ressources Éducatives Libres seront versées au domaine public, ouvertement accessibles et réutilisables sans conditions, Creative Commons comprend le besoin ressenti par les auteurs de fournir à leurs œuvres éducatives ouvertes une protection légale. Nous recommandons cependant d'imposer d'autres restrictions que la simple paternité uniquement lorsque c'est nécessaire et lorsque le choix de ces restrictions peut être clairement explicité.

3. Assurez-vous que vous utilisez correctement les licences Creative Commons

Convenablement appliquées aux ressources numériques, les licences Creative Commons peuvent être lues par les machines, en facilitant ainsi leur découverte et leur diffusion. Improprement appliquées, la visibilité et l'impact de vos ressources seront très certainement diminués.

4. Vérifiez que vous diffusez vos produits dans des formats qui permettent effectivement de jouir des droits (par exemple l'accès, la traduction, la re-composition) que vous avez légalement permis.

Si vous octroyez aux utilisateurs la permission de traduire vos Ressources Éducatives Libres, vous devriez alors garantir l'accès de ces ressources dans un format qui leur permettra de le faire facilement. Si vous êtes inquiet de l'avenir et de la qualité d'un format

donné, vous pouvez envisager de publier la même ressource dans de multiples formats, afin que chaque destinataire soit capable d'en trouver une version qui lui convienne.

Texte 3 : Plaidoyer

Par Wikimedia Fondation <https://wikimediafoundation.org/fr/advocacy/>

Nous défendons l'accès libre à la connaissance en ligne pour tous.

Nous protégeons la vie privée et la liberté d'expression de nos utilisateurs. Nous sensibilisons les responsables politiques à l'importance d'un internet libre et ouvert. Quel que soit son lieu de vie ou sa situation, chacun a le droit de rechercher et de partager la connaissance.

Protéger le droit de s'exprimer et d'apprendre librement

Nous influençons les politiques publiques pour qu'elles favorisent l'accès au savoir libre en ligne partout dans le monde. La censure étatique et les lois surprotégeant le droit d'auteur ne devraient pas entraver le partage international de la connaissance.

Défendre la liberté d'expression

L'année dernière, nous avons reçu 684 demandes de retrait de contenus. Nous n'avons donné suite à aucune. Gouvernements et particuliers nous demandent souvent de modifier le contenu de nos projets ou de dévoiler des informations sur nos utilisateurs. Si accorder ces requêtes peut nuire aux droits de nos utilisateurs, nous refusons. Nous vous en disons plus dans notre rapport de transparence.

Nous battre pour nos utilisateurs

Nous proposons une assistance juridique à nos contributeurs lorsqu'ils reçoivent des plaintes liées à leur travail sur les projets Wikimedia. Nous avons rejoint des causes telles que l'opposition à l'interdiction d'entrer aux États-Unis en 2017. Nous engageons des poursuites contre la National Security Agency des États-Unis, qui exerce une surveillance de masse sur les contributeurs et les lecteurs de Wikipédia.

Soutenir l'indépendance de la communauté

Les contributeurs bénévoles sont à l'origine des décisions éditoriales. Notre travail sur les politiques publiques et la recherche vise à maintenir les protections juridiques qui rendent cela possible.

Texte 4: Les Communs numériques sont-ils condamnés à devenir des « Communs du capital » ?

24 juin 2018 par calimaq
<https://scinfolex.com/2018/06/24/les-communs-numeriques-sont-il-condamnes-a-devenir-des-communs-du-capital/>

La semaine dernière, Katherine Maher, la directrice exécutive de la Wikimedia Foundation, a publié sur le site Wired un article assez surprenant, intitulé : «Facebook et Google devraient faire plus pour soutenir Wikipédia». Le point de départ de son raisonnement est de faire remarquer que les contenus de Wikipédia sont de plus en plus utilisés par les géants du numérique, comme Facebook ou Google :

Vous ne réalisez peut-être pas combien Wikipédia est devenu omniprésent dans votre vie quotidienne, mais ses données ouvertes et maintenues de manière collaborative sont réutilisées par des plateformes numériques sur Internet ayant besoin de données sémantisées et structurées. Des assistants personnels comme Siri, Alexa et Google Home utilisent les articles de Wikipédia pour répondre aux questions qui leur sont posées ; Google enrichit les résultats de son moteur de recherche avec des extraits et des données issus de Wikipédia ; Quora utilise les données du projet Wikidata pour lier des sujets entre eux et améliorer les recommandations de ses utilisateurs.

Plus récemment, YouTube et Facebook se sont tournés vers Wikipédia pour une nouvelle raison : faire face aux problèmes engendrés par les Fake News et les théories du complot. YouTube a annoncé qu'ils allaient faire des liens vers des articles de Wikipédia depuis les vidéos conspirationnistes, de manière à donner aux utilisateurs des informations additionnelles (et souvent rectificatives). Et Facebook a mis en place une fonctionnalité réutilisant les contenus de Wikipédia pour donner à ses usagers davantage d'informations à propos des sources qui publient des articles apparaissant dans leur fil d'actualités.

Wikipédia étant de plus en plus sollicitée par ces grands acteurs, Katherine Maher estime qu'ils devraient contribuer en retour pour aider le projet à garantir sa soutenabilité :

Mais ce travail n'est pas gratuit. Si l'on demande à Wikipédia d'aider à lutter contre les côtés les plus sombres d'Internet, comme les théories du complot ou la propagande, alors les Communs ont besoin d'être soutenus de manière continue et à long terme, et ce soutien devrait venir de ceux qui ont le plus intérêt sur le plan financier à ce que notre réseau numérique partagé reste en bonne santé.

Les entreprises qui se reposent sur les standards que nous développons, sur les contenus que nous maintenons, sur la connaissance dont nous prenons soin devraient investir en retour. Et elles devraient le faire sur la base d'engagements significatifs et durables proportionnés à la valeur que nous créons. Après tout, cela constituerait une bonne affaire : garantir la soutenabilité à long terme des Communs signifie qu'ils pourront continuer à être utilisés à l'avenir.

Comme les organisations à but non lucratif qui rendent l'internet possible, nous savons déjà comment défendre nos valeurs. Nous ne devrions pas avoir peur de défendre notre valeur.

Une image qui se moque d'une célèbre phrase de Bill Gates qui avait qualifié de « communiste » le projet Linux. Mais aujourd'hui, c'est le Capital qui produit ou récupère des Communs numériques – à commencer par Linux – et peut-être que cela ne devrait pas nous faire rire...

Du problème de soutenabilité des Communs numériques

Il y a quelque chose d'étrange à ce que la directrice de la Fondation Wikimedia tienne ce genre de discours. Wikipédia est en effet un projet ancré dans la philosophie du Libre et placé sous une licence (CC-BY-SA) qui autorise les réutilisations commerciales, sans discriminer les acteurs selon qu'ils soient petits ou gros. La clause de partage à l'identique (SA pour Share Alike) implique que les créations dérivées réalisées à partir des contenus de Wikipédia soient reversées sous la même licence, mais elle n'interdit en rien les réutilisations commerciales. Pour les données de Wikidata, les choses vont même plus loin encore vu que ce projet est placé sous licence CC0 et n'impose aucune condition à la réutilisation, pas même la mention de la source.

Donc si l'on s'en tient au plan strictement juridique, des acteurs comme Facebook ou Google sont fondés à puiser dans les contenus et données des projets Wikimedia pour les réutiliser à leurs propres fins, sans avoir à contribuer financièrement en retour. S'ils le font, cela ne peut être que sur une base purement volontaire et c'est la seule chose que peut espérer Katherine Maher avec sa tribune : que ces entreprises deviennent des mécènes en versant des sommes d'argent à la Wikimedia Foundation. Google l'a d'ailleurs déjà fait par le passé, en 2010 notamment avec un don de 2 millions de dollars et encore 1 million de dollars l'an dernier. Facebook, Apple, Microsoft et Google ont également mis en place une politique au terme de laquelle ces entreprises s'engagent à verser à la Fondation Wikimedia la même somme que celle que lui donnent leurs employés à titre individuel.

Faudrait-il que les géants du numérique fassent davantage et qu'ils prennent en charge de manière significative la soutenabilité à long terme du Commun numérique que représente Wikipédia ? Cette question renvoie à celle de la réciprocité pour les Communs, qui est à la fois absolument essentielle et très ambivalente. Si on élargit la perspective aux logiciels libres, force est de constater que ces Communs sont devenus une infrastructure essentielle sans laquelle Internet ne pourrait plus fonctionner aujourd'hui (90% des serveurs dans le monde tournent sous Linux, 25% des sites internet utilisent WordPress, etc.). Mais beaucoup de ces projets souffrent d'un problème de maintenance et de financement, car leur développement repose sur des communautés dont les moyens sont sans rapport avec l'importance des ressources qu'elles mettent à disposition du monde entier. C'est ce que montre très bien l'ouvrage « Sur quoi reposent nos infrastructures numériques ? Le travail invisible des faiseurs du web » signé par Nadia Enghbal :

Aujourd'hui, la quasi-totalité des logiciels couramment utilisés sont tributaires de code dit « open source », créé et maintenu par des communautés composées de développeurs et

d'autres talents. Ce code peut être repris, modifié et utilisé par n'importe qui, entreprise ou particulier, pour créer ses propres logiciels. Partagé, ce code constitue ainsi l'infrastructure numérique de la société d'aujourd'hui... dont les fondations menacent cependant de céder sous la demande !

En effet, dans un monde régi par la technologie, qu'il s'agisse des entreprises du Fortune 500, du Gouvernement, des grandes entreprises de logiciel ou des startups, nous sommes en train d'accroître la charge de ceux qui produisent et entretiennent cette infrastructure partagée. Or, comme ces communautés sont assez discrètes, les utilisateurs ont mis longtemps à en prendre conscience.

Tout comme l'infrastructure matérielle, l'infrastructure numérique nécessite pourtant une maintenance et un entretien réguliers. Face à une demande sans précédent, si nous ne soutenons pas cette infrastructure, les conséquences seront nombreuses.

Cette situation correspond à une forme de Tragédie des Communs, mais d'une nature différente de celle qui peut frapper les ressources matérielles. En effet, les ressources immatérielles, comme les logiciels ou les données, ne peuvent par définition être surexploitées et elles prennent même de la valeur à mesure qu'elles sont plus utilisées. Mais la Tragédie peut par contre frapper les communautés qui participent au développement et à l'entretien de ces Communs numériques. Lorsque le noyau des individus-contributeurs se réduit et que leurs forces s'épuisent, les ressources informationnelles perdent en qualité et peuvent finir par s'étioler.

La progression des « Communs du Capital »

Les acteurs marchands ont bien conscience de ce problème et lorsque leur activité dépend d'un Commun numérique, ils finissent généralement par contribuer à son entretien en retour. L'exemple le plus connu à cet égard est celui du logiciel Linux, souvent cité à juste titre comme une des plus belles réalisations du Libre. Véritable clé de voûte de l'environnement numérique, le système d'exploitation Linux a fini par être intégré dans la stratégie de grandes entreprises comme IBM, Samsung, Intel, RedHat, Oracle et bien d'autres encore (y compris aujourd'hui Microsoft, Google, Amazon ou Facebook). Développé à l'origine comme un projet communautaire sur la base de contributions de développeurs bénévoles, Linux a profondément changé de nature avec le temps : ce sont aujourd'hui plus de 90% des contributions au logiciel qui sont assurées par des développeurs professionnels rémunérés par des entreprises. La Tragédie des Communs « par épuisement » qui menace beaucoup de projets Open Source a donc été conjurée en ce qui concerne Linux, mais uniquement en « ré-internalisant » les contributeurs sous la forme d'employés (mouvement symétriquement inverse à celui de l'ubérisation).

Principaux contributeurs à Linux en 2017. Les contributeurs individuels bénévoles (none) ne représentent plus que 7,7% des participants au projets...

Or cette situation est parfois dénoncée comme une dégénérescence des projets contributifs qui deviendraient au fil du temps des « Communs du capital » ou des « pseudo-Communs du capital », comme l'expliquait par exemple Christian Laval dans une tribune :

Les grandes entreprises créent des communautés d'utilisateurs ou de consommateurs pour en tirer des avis, des opinions, des suggestions, des améliorations techniques. C'est ce que nous appelons les « pseudo-communs du capital ». Le capital est capable d'organiser des formes de coopération et de partage à son profit. Ce qui est d'une certaine façon la preuve indirecte et paradoxale de la fécondité du commun, de sa capacité créatrice et productive. C'est un peu la même chose qui avait permis le décollage industriel au XIXe siècle, quand le capitalisme a organisé la coopération ouvrière dans les usines et l'a exploitée à son profit.

Si cette critique peut tout à fait légitimement être adressée à des acteurs comme Uber ou AirBnB qui détournent et capturent pour leurs propres intérêts les dynamiques collaboratives, elle est plus difficile à formuler l'encontre d'un projet comme Linux. Car les grandes entreprises qui contribuent au développement du logiciel par le biais de leurs salariés n'ont pas changé la licence (GNU-GPL) sous laquelle la ressource est placée. Ce qui signifie qu'elles ne peuvent à aucun moment revendiquer d'exclusivité qui viendrait remettre en cause les droits d'usage partagés permettant à n'importe quel acteur, commercial ou non, d'utiliser Linux. Il n'y a donc pas au sens propre d'appropriation du Commun ou de retour d'une enclosure, même si l'usage du logiciel par ces entreprises participe à l'accumulation du Capital.

Par contre, il est évident qu'un projet qui dépend à plus de 90% des contributions de développeurs salariés par de grandes entreprises n'est plus « autogouverné » au sens où on l'entend dans la théorie des Communs. Certes, la gouvernance du projet revient toujours formellement à la communauté des développeurs s'appuyant sur la Linux Foundation. Mais on peut penser que le poids des intérêts des corporations se fait nécessairement sentir, ne serait-ce que par le biais des liens de subordination pesant sur les développeurs salariés. Cet état structurel de dépendance économique vis-à-vis de ces firmes fait bien de Linux un « Commun du capital », bien qu'il n'en soit pas pour autant complètement capturé et qu'il garde une certaine autonomie relative.

Comment garantir l'indépendance des Communs numériques ?

Pour un projet comme Wikipédia, les choses seraient sans doute différentes si des firmes comme Google ou Facebook répondaient à l'appel lancé par Katherine Maher. Car la communauté des Wikipédiens a fixé des règles strictes concernant les contributions rémunérées qui font que l'on ne verra sans doute jamais 90% des contenus de l'encyclopédie produits par des employés. La contribution en retour des entreprises se ferait vraisemblablement par le biais de versements en argent à la Wikimedia Foundation. Or la dépendance économique ne serait pas moins forte, alors que jusqu'à présent, Wikipédia assure son indépendance en recourant essentiellement à des dons individuels pour couvrir les coûts liés à l'entretien des infrastructures du projet. Cette dépendance économique aurait sans doute vite fait de se transformer en une dépendance politique, ce qui a d'ailleurs déjà été reproché à la Wikimedia Foundation qui a parfois compté dans son board un nombre important de personnalités ayant des liens directs ou indirects avec Google, au point

de générer de fortes tensions avec la communauté. C'est aussi ce que l'on reproche parfois à la Mozilla Foundation à l'origine du navigateur Firefox et dont la dépendance aux financements de Google a pu lui attirer des critiques assez virulentes et des doutes quant à certains de ses choix stratégiques.

Au final, cette question de l'état de dépendance économique des Communs numériques est relativement généralisée et il est en réalité peu de projets libres ayant acquis une ampleur importante qui ne soient pas devenus peu ou prou des « Communs du Capital ». Cette satellisation progressive risque d'être encore accentuée par le fait que les communautés du logiciel libre se sont placées elles-mêmes dans une situation de fragilité en recourant pour se coordonner à des infrastructures qui peuvent être facilement capturées par le Capital. C'est précisément ce qui vient de se passer avec le rachat de GitHub par Microsoft pour 7,5 milliards de dollars. Certains ont pu saluer le fait que cette acquisition traduisait une évolution – réelle – de la stratégie de Microsoft vers l'Open Source et qu'elle serait même le signe que «le logiciel libre a gagné», comme on l'entend dire parfois.

Microsoft était déjà la firme qui consacre le plus d'emplois salariés au développement de logiciels en Open Source (devant Facebook...).

Mais on peut sérieusement en douter, car si les logiciels libres ont bien acquis une dimension infrastructurelle aujourd'hui, au point que même un acteur historique du logiciel propriétaire comme Microsoft ne peut plus les ignorer, les communautés qui les développent n'ont toujours pas les moyens de leur indépendance, que ce soit à titre individuel (puisque les développeurs salariés par de grandes entreprises sont majoritaires) ou collectif (puisque beaucoup de logiciels libres dépendent de plateformes centralisées comme GitHub pour leur développement). Paradoxalement, Microsoft a pris au sérieux les mots d'ordre du Coopérativisme de plateformes qui insiste sur l'importance de redevenir propriétaire des moyens de production dans l'environnement numérique pour être en mesure de créer de véritables alternatives. Microsoft étant devenu au fil du temps un des principaux utilisateurs de GitHub pour développer son propre code, il a logiquement racheté la plateforme pour en devenir le maître. Pendant ce temps – et c'est quelque part d'une grinçante ironie-, Trebor Scholtz – un des initiateurs avec Nathan Schneider du mouvement du Coopérativisme de Plateformes – a accepté un financement d'un million de dollars de la part de Google pour développer ses projets. Cela revient à se placer d'emblée dans la dépendance d'un des principaux acteurs du capitalisme de surveillance, en compromettant gravement au passage tout espoir de bâtir des alternatives véritables...

On peut se demander si Microsoft n'a pas mieux compris les principes du Coopérativisme de Plateformes que Trebor Scholtz lui-même, qui en est pourtant le créateur !

Pour le coup, Wikipédia possède à l'endroit de ses infrastructures une résilience plus forte, car la Wikimedia Foundation ne gère que les serveurs sur lesquels les contenus de l'encyclopédie collaborative sont hébergés, sans avoir de titre de propriété sur eux du fait de la licence libre sous laquelle ils sont placés. GitHub a pu être racheté, car il s'agissait d'une entreprise commerciale classique, là où la Wikimedia Foundation ne pourrait pas se revendre, quand bien même des acteurs comme Google ou Apple lui feraient une offre en

ce sens. Il n'en reste pas moins que l'appel à des financements de Google ou Facebook que lance Kathrina Maher risque de fragiliser Wikipédia plus qu'autre chose et j'ai du mal à y voir quelque chose de positif pour les Communs. D'une certaine manière, je dirais même que ce genre de discours participent à la dilution progressive de la notion de Communs à laquelle on assiste parfois aujourd'hui. On l'a vu récemment avec le sommet « Tech For Good » organisé à Paris par Emmanuel Macron, où des acteurs comme Facebook ou Uber furent invités à discuter de leur contribution « au bien commun ». Cette approche n'est finalement pas si différente de celle de Kathrina Maher qui demande à ce que Facebook ou Google participent au financement du projet Wikipédia sans pouvoir aucunement le leur imposer. Dans les deux cas ce qui est très dérangeant, c'est que l'on régresse à l'ère du paternalisme industriel, tel qu'il avait cours à la fin du XIXème siècle, lorsque les grands capitalistes lançaient sur une base purement volontaire des « bonnes oeuvres » pour compenser par la philanthropie les dégâts humains et sociaux causés par une économie de marché débridée.

Se donner les moyens d'imposer au Capital une réciprocité pour les Communs

Les Communs sont condamnés à devenir de simples « Communs du Capital » s'ils ne se donnent pas les moyens de se reproduire de manière autonome sans dépendre de la générosité calculée des grandes entreprises qui trouveront toujours là un moyen de les instrumentaliser et de les vider de leur capacité à constituer une réelle alternative. Une association comme Framasoft l'a bien compris qui après son programme « Dégooglisons Internet » visant à créer des outils permettant aux internautes de rompre leur dépendance aux GAFAMs a enchaîné avec la campagne Contributopia. Celle-ci vise à sensibiliser le public à la nécessité de créer un écosystème de contribution garantissant, à la fois pour les contributeurs individuels et pour les projets collectifs, des conditions de la soutenabilité à long terme. On le voit par exemple en ce moment avec la campagne de financement participatif organisée pour booster le développement de PeerTube, logiciel permettant de mettre en place une architecture distribuée pour la diffusion des vidéos qui pourrait à terme constituer une alternative crédible à YouTube.

Mais avec tout le respect que je dois à Framasoft, il me semble que l'approche « libriste » classique reste engluée dans de graves contradictions, dont l'article de Kathrina Maher est aussi une manifestation. Car comment dans le même temps lancer un programme comme « Dégooglisons Internet » qui fustige le modèle du Capitalisme de surveillance et continuer à défendre des licences qui ne permettent pas de discriminer selon la nature des acteurs qui réutilisent des ressources développées par des communautés comme des biens communs ? Il y a là une schizophrénie tenant à une certaine forme d'aveuglement qui a toujours marqué la philosophie du Libre quant à son appréhension des questions économiques. C'est ce qui explique en retour le malaise – en partie compréhensible – de Kathrina Maher à voir les contenus et données de Wikipédia réutilisés par des acteurs comme Facebook ou Google qui sont à l'origine de la centralisation et de la marchandisation d'Internet...

Pour sortir de ces contradictions de plus en plus problématiques, il faut se donner les moyens de défendre la sphère des Communs numériques sur une base beaucoup plus ferme que ne le permettent les licences libres aujourd'hui. C'est ce qu'essaient de réaliser

les acteurs qui promeuvent des « licences à réciprocité renforcée » qui interdiraient aux entités commerciales lucratives de réutiliser des ressources communes ou qui leur imposeraient un financement en retour. On voit ce type de propositions chez un projet comme CoopCycle par exemple, alternative solidaire à Deliveroo ou Uber Eats, qui refuse que son logiciel soit réutilisé par des entités commerciales ne respectant pas les valeurs sociales dont il est porteur. Le but de cette nouvelle approche, défendue notamment par Michel Bauwens, est de protéger une « Économie des Communs » en lui permettant de défendre son indépendance économique et d'éviter justement qu'elle ne soit petit à petit colonisée et récupérée en « Communs du Capital ».

Avec un projet comme celui des CHATONS, un acteur comme Framasoft n'est plus si loin d'embrasser une telle approche, car pour développer son réseau d'hébergeurs alternatifs, une charte a été rédigée comportant des conditions relatives à la finalité sociale des entreprises participant à l'opération. C'est un premier pas dans le rapprochement entre le Libre et l'ESS, qui se dessine aussi à travers un projet comme «Plateformes en Communs», visant à créer une coalition d'acteurs se reconnaissant à la fois dans le Coopérativisme de plateformes et les Communs. Il n'y aurait sans doute plus tellement de chemin à faire pour que ces rapprochements soient plus étroits et débouchent sur une clarification des contradictions qui affectent toujours le Libre.

Ne nous y trompons pas : je ne suis pas en train de dire que des acteurs comme Facebook ou Google ne devraient pas payer pour participer au développement de projets libres. Mais contrairement à Kathrina Maher, je pense que cela ne doit surtout pas se faire sur une base volontaire, car ces donations ne feront que renforcer le pouvoir des grandes plateformes centralisées en hâtant la transformation des Communs numériques en « Communs du Capital ». Si Google et Facebook doivent payer, ils doivent y être obligés, de la même manière que les capitalistes industriels ont fini par être obligés de contribuer au financement de l'État social en payant des cotisations obligatoires. Ce modèle est à réinventer aujourd'hui et on pourrait imaginer des États – ou mieux encore l'Union européenne – soumettant les grandes plateformes à l'impôt pour financer un droit social à la contribution ouvert aux individus. Ce serait un moyen d'aller vers cette « société de contribution » que Framasoft appelle de ses vœux, en se donnant les moyens d'en faire un au-delà du capitalisme de surveillance, qui saura autrement très bien inféoder les Communs à sa propre logique et neutraliser leur potentiel émancipateur.

Texte 5: «Wikipédia est un “projet” encyclopédique et un bien commun de l'humanité»

Astrid Girardea — 17 janvier 2008

https://www.liberation.fr/ecrans/2008/01/17/wikipedia-est-un-projet-encyclopedique-et-un-bien-commun-de-l-humanite_954216

Alors que des enseignants font interdire Wikipédia et Google dans leur école, nous avons demandé à Olivier Ertzscheid, maître de conférences en sciences de l'information à l'université de Nantes et à l'IUT de la Roche sur Yon, et auteur du blog *affordance*, son avis sur le phénomène Wikipédia, le savoir sur Internet et son utilisation dans l'enseignement.

En tant que maître de conférences, quel votre regard sur Wikipédia et Google ?

Ce sont deux outils incontournables et emblématiques de nos pratiques informationnelles quotidiennes. De manière plus «théorique» deux piliers de ce que j'appelle une «écologie cognitive», c'est à dire une manière nouvelle de penser, d'agir et de vivre notre rapport à l'information et à la connaissance.

Et sur leur utilisation par vos élèves ?

Ils utilisent Google de manière trop exclusive et à seulement 10 % de ses possibilités réelles. C'est à dire qu'ils se contentent du “moteur web” Google sans s'attarder sur d'autres services tout aussi intéressants (recherche d'images et surtout actualités) ni sur les options de recherche «avancées». Pour Wikipédia, c'est assez étrange de remarquer que, même s'ils sont de plus en plus nombreux à connaître, «à froid», la particularité du site (n'importe qui peut l'éditer et le modifier), ils font abstraction de cet aspect quand ils sont pris dans leurs usages «à chaud» (faire une recherche documentaire par exemple).

Sur votre blog , vous écrivez que Wikipédia «a donné ses lettres de noblesse à un encyclopédisme non plus “savant” mais “d'usage”»...

Cela désigne deux phénomènes distincts. Le premier est celui d'une babélisation des expertises : de plus en plus de gens «savent» de plus en plus de choses, ils ont les moyens d'inscrire ces “savoirs” dans des cadres de référence (encyclopédie Wikipédia), et ce qu'ils savent se trouve instantanément accessible via les moteurs de recherche. A cela il faut ajouter que la co-construction des savoirs (encyclopédiques ou non) dépasse le cercle des experts «académiques» et que le principe de classement et d'inventaire raisonné - qui est la colonne vertébrale de tout projet encyclopédique - ne se fait plus «a priori», en amont, mais bien au contraire en temps réel (le meilleur exemple est celui des guerres d'édition sur Wikipédia) et qu'il se nourrit des représentations et des parcours informationnels que chacun d'entre nous co-construit au gré de ses pérégrinations sur le Net.

Pour le dire autrement, l'intérêt du projet encyclopédique du siècle des lumières était de «fixer» les connaissances et d'en traduire la progression jusqu'à un moment donné. Celui du projet encyclopédique du XXIème siècle est de traduire et de refléter en temps réel la dynamique de constitution des savoirs. Prenons l'exemple d'un vélo. Si je simplifie à l'extrême - au risque de caricaturer - le projet encyclopédique du 18ème siècle était de

décrire ce qu'est un vélo (matériaux, construction, mécanique ...). Celui du 21^{ème} siècle est d'expliquer comment on fait du vélo. De montrer ce vélo «en mouvement», d'observer la dynamique propre du vélo, de voir cet «objet» évoluer en temps réel au gré de ses usages réels ou reflétés dans le miroir déformant des moteurs de recherche. A ce titre Wikipédia n'est que l'un des objets qui contribuent à forger cet encyclopédisme d'usage.

Des enseignants interdisent, ou veulent interdire, l'accès à Wikipédia à leurs élèves. Trois critiques reviennent. La première est que l'encyclopédie n'est pas assez «exacte», et ne fait pas «autorité». La seconde, que les élèves l'utilisent comme source primaire. La troisième, que Wikipédia est trop facilement accessible (et récupiable).

La seule critique qui me semble acceptable (et réelle) est la seconde.

Sur l'accès : oui, Wikipédia est aussi un site de référence - indépendamment de son contenu - parce qu'il est facilement accessible.

Quand on observe l'ergonomie ou la disponibilité des outils d'information «académiques» accessibles à l'université pour les étudiants (par exemple les «portails» des bibliothèques) on comprend hélas très facilement pourquoi ils préfèrent utiliser Wikipédia ou Google. S'en désoler ne servira à rien.

La réaction est disproportionnée et les critiques sont contre-productives. D'abord par l'attrait même de l'interdit sur les publics jeunes. Interdire l'accès ou la consultation d'un site, c'est s'assurer que l'effet exactement inverse sera obtenu. Interdire Wikipédia ou Google pour des recherches scolaires ou universitaires au nom d'une «trop grande facilité d'accès» ou d'un «trop grand nombre d'information non-fiables», c'est un peu comme interdire de conduire une voiture parce qu'il y a trop de risques d'accident ou qu'il y a trop de chauffards.

Il faut également remettre ces réactions à leur juste place : pour 1 enseignant ou 1 université interdisant d'utiliser Wikipédia, 100 autres forment les étudiants à son usage, les aident à décrypter ses contenus. Ce faux-procès en incompétence qui est de plus en plus souvent fait à Wikipédia est d'autant plus horripilant que Wikipédia affiche clairement sur sa page d'accueil le fait qu'elle ne doit pas être utilisée comme une source primaire d'information. D'autre part, ses détracteurs ignorent le plus souvent la réalité actuelle de Wikipédia, qui a pris bonne note de ces critiques : de plus en plus d'articles sont «stabilisés» et seulement éditables par des contributeurs réguliers ou des administrateurs afin d'éviter des actes de «vandalisme». Et les articles sur des sujets polémiques (le créationnisme par exemple) ou sur des champs de connaissance encore en friche sont clairement identifiés comme tels. Et il faut saluer sa réactivité : dans l'heure qui a suivi la propagation des premières rumeurs sur une liaison entre Laurence Ferrari et Nicolas Sarkozy, la page consacrée à la journaliste a été «verrouillée» pour éviter toute dérive. Il faut essayer de penser Wikipédia non pas simplement comme une «encyclopédie» mais comme un «projet» encyclopédique ET comme un bien commun de l'humanité.

Enfin il faut se rappeler qu'il fallut 21 ans (1751-1772) au projet de Diderot et d'Alembert pour arriver à son terme. Wikipedia a vu le jour le 15 Janvier 2001. Et dans un article de

septembre 2005, Jimmy Wales indiquait qu'elle atteindrait un «niveau raisonnable de réussite» quand «au moins 250 000 articles seront disponibles dans chaque langue, qu'il y aura au moins 1 million d'auteurs et que des efforts significatifs seront fait en direction de langues très peu parlées dans le monde. (...) Je prédis que ce sera chose faite dans 15 ans.» Soit 21 ans pour «L»'encyclopédie et 19 ans pour «LA» Wikipédia. Une fois retirées les différences de réalisation entre les deux projets (ils étaient deux, les wikipédistes sont des milliers, elle était en une langue, wikipédia est multilingue, etc.) il y a peut-être un invariant temporel de tout projet encyclopédique. Rendez-vous dans une entrevue en 2020 pour en reparler...

Pour revenir à l'enseignement, c'est un fait que de nombreux profs se plaignent que leurs élèves copie-collent Wikipédia. Alors, qui blâmer ? Et quelle solution proposer ?

Que croyez-vous que les étudiants faisaient quand il n'y avait «que» les encyclopédies ou les dictionnaires papier ? Ils s'arrêtaient à la lecture du premier article correspondant à leur sujet, sans exploiter toutes les potentialités des renvois croisés, les différents index, etc.

Je crois qu'il faut bien comprendre que ces outils sont «doubles». D'abord ils ont une dimension très prosaïque : ils sont extraordinairement pratiques, accessibles et relativement fiables. Et c'est le rôle de l'enseignant que d'explicitier leur fonctionnement.

Ensuite ils questionnent et bouleversent de manière radicale notre manière de nous situer et de nous projeter dans une économie de la connaissance. C'est alors le rôle du chercheur d'approfondir et de décrypter ces questionnements, et de pointer les dysfonctionnements existants.

Tara Brabazon parle d' «Université de Google», pour parler du fait que les étudiants à qui il est demandé de faire une recherche, vont au plus facile en s'arrêtant aux premiers résultats qu'ils trouvent sur Internet.

Notre boulot d'enseignant est de montrer que d'autres alternatives existent et de démystifier le fonctionnement de ces outils en en montrant les formidables potentialités mais également les énormes limites. Pour utiliser au mieux ces outils il faut être capable de les replacer dans une perspective globale : celle de l'évolution des outils de classement, d'accès et de traitement de l'information et des connaissances.

Justement, certains reprochent à ces enseignants de ne pas utiliser Wikipédia pour faire travailler leurs étudiants sur le média, et les notions de vérité et d'autorité.

En tant qu'enseignant, refuser de se pencher sur des outils que nos étudiants utilisent de manière quotidienne, et refuser donc de les accompagner dans cette démarche, c'est être aveugle et sourd. Et cela ne fera que contribuer à renforcer le mal le plus nocif auquel nous devons faire face aujourd'hui : celui de la confusion entre autorité et notoriété, confusion largement entretenue pas les médias petits ou grands. Nous ne faisons que commencer à payer les pots-cassés du syndrome «vu à la télé».

Doit-on instaurer un apprentissage de lecture d'Internet ?

Naturellement. Mais il serait illusoire de croire qu'il est possible de programmer un parcours d'apprentissage qui aille de la maternelle à l'université, de manière linéaire, cumulative. La temporalité des programmes d'enseignement (et des directives ministérielles qui les conditionnent) n'a rien à voir avec la temporalité des changements qui affectent ces outils numériques et les savoirs qui les traversent. Ces outils doivent être pensés, utilisés et expliqués en contexte et en temps «réel».

Quand j'interviens pour des formations sur, par exemple, l'utilisation des moteurs de recherche, je suis confronté à des publics qui vont de très jeunes étudiants à peine bacheliers, jusqu'à des étudiants en doctorat, en passant par des professionnels (bibliothécaires) en activité. Et je leur fait toujours le même cours. La seule chose qui change c'est le niveau d'approfondissement que je me fixe, ce sont les pratiques auxquelles je renvoie et dans lesquelles je puise mes exemples, c'est l'« actualité » des outils que je leur présente.

Dans ce contexte, que pensez-vous de l'arrivée de Knol ?

Je suis très réservé au sujet de Knol. D'abord parce qu'à ce jour, Knol n'existe pas ... et qu'il est donc difficile de se faire un avis. Ensuite parce que la «philosophie» du projet encyclopédique à la sauce Google me semble, à l'inverse de Wikipédia, réellement dangereuse. Knol prétend renforcer« l'autorité» mais il «autorise» dans le même temps la juxtaposition de liens sponsorisés en vis-à-vis des articles encyclopédiques, liens sponsorisés dont une partie substantielle des bénéficiaires seraient reversés directement aux auteurs des articles en question. C'est le départ d'un cercle qui n'a rien de vertueux et qui ne fera que renforcer cette prime à l'accès dans l'organisation des connaissances, et qui prolongera la confusion entre autorité et notoriété. Mais cela n'a rien d'étonnant dans la stratégie de Google qui affirme depuis longtemps, que «ads are content» (les publicités sont le contenu). Il y a là de réels risques de dérive : quelle autorité accorder à un article encyclopédique dans le domaine médical si ce même article est «monétisé par l'affichage de publicités pour un grand laboratoire pharmaceutique vendant les médicaments qui sont précisément mentionnés dans l'article ?

Enfin, en ce début d'année, à l'heure des prédictions, quels sont vos principales prédictions sur l'évolution de l'information et de la connaissance sur Internet ?

Je crois que l'une des grandes questions sera la mise au jour des nouvelles autorités cognitives qui s'articulent aujourd'hui de manière encore un peu floue derrière la marchandisation (ou la non-marchandisation) des services à base de connaissance (Knol, Wikipedia).

Je crois que le prochain grand bouleversement est déjà en cours et qu'il concerne l'avènement d'une synchronisation totale, parfaite et parfaitement transparente entre nos activités informationnelles connectées (on-line) et déconnectées (off-line). Chacun d'entre nous va être de plus en plus «mis à l'épreuve» de la temporalité numérique particulière qui caractérise les moteurs de recherche ou les projets comme Wikipédia. Je crois que nous n'en sommes qu'au tout début d'un bouleversement profond de notre rapport intime à l'information, à la connaissance. Je crois qu'est en train de s'écrire une nouvelle page de ce que Grégory Bateson appelait une «écologie de l'esprit», une écologie cognitive.

Texte 6 : La constitution et la gouvernance des biens communs numériques ancillaires dans les communautés de l'Internet. Le cas du wiki de la communauté open-source WordPress

Emmanuel Ruzé. *Management & Avenir* 2013/7 (N° 65), pages 189 à 205
<https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2013-7-page-189.htm>

Le déploiement du numérique se caractérise par la création de biens publics par les communautés sur Internet. Ce processus a supposé l'émergence de formes organisationnelles significativement nouvelles supportées par les technologies de l'information, en particulier les mouvements open-source puis Web 2.0. à « contenu ouvert ». Cependant, l'articulation entre les modes d'organisation sous-jacents à ces deux courants voisins mais parfois confondus n'a pas été comprise de façon exhaustive. En particulier, les usages de la technologie wiki se situent à la frontière entre les deux mouvements ; ils constituent un point de tensions potentiel entre les pratiques de l'open-source et les principes de « collaboration massivement distribuée » caractéristiques des sites à « contenu ouvert ». Au-delà de l'économie politique des biens communs numériques, il s'agit d'une question importante de théorie des organisations.

Nous proposons ici une synthèse des résultats d'une étude de cas en profondeur, issue de notre thèse (Ruzé, 2009b). Elle décrit le déploiement d'un système d'information fondé sur la technologie wiki et ouvert aux contributions volontaires dans une communauté open-source remarquable, WordPress. Celle-ci l'a expérimenté afin de centraliser et rendre public le savoir nécessaire à la viabilité du projet.

Nous montrons dans quelle mesure des formes de gouvernance ont émergé pendant l'histoire de la communauté afin de gérer ce bien informationnel collectif à la frontière des pratiques de l'open-source (logiciel libre) et l'open-content (sites à contenu ouvert) : routines, collaboration structurée entre volontaires, constitution et appropriation du bien collectif. Ce travail propose donc une contribution à la compréhension des formes de gouvernance qui conditionnent la viabilité des biens publics numériques, au-delà de la spontanéité associée à la collaboration massivement distribuée caractéristique de Wikipédia et des pratiques des informaticiens du libre.

Quelques éléments de littérature, de méthodologie et de théorie économique

La littérature scientifique sur les wikis comporte encore des limites significatives. Des articles récents affirment encore « rituellement » qu'il n'y a « pas grand-chose » d'écrit sur le sujet qu'ils abordent. Or, si cela était vrai avant 2005, force est de constater que cette idée ne tient plus, quantitativement du moins. Cependant, la recherche sur les wikis s'est focalisée sur Wikipédia, alors qu'il ne s'agit que d'un cas particulier de communauté, quoique fort médiatisé et visible (Zhang et Feng, 2011). Par ailleurs, le terrain des communautés open-source a été négligé alors qu'il est d'importance (Cubranic, 2003), ce qui est cohérent avec des recherches également lacunaires sur les tâches « humbles » dans ces communautés. Or, les wikis ont d'abord été employés dans les communautés open-source

(Szybalski, 2005). La littérature comporte également des limites méthodologiques significatives ; on remarque un manque d'études de cas « canoniques » et d'analyses longitudinales, sur lesquelles nous proposons une contribution. Des questionnements en sciences de gestion significatifs sont également marginaux (King, 2007). D'une façon plus générale, il existe nombre d'inconnues sur la gouvernance des wikis au-delà de Wikipédia, et pas seulement ceux appartenant aux communautés open-source. Le seul point sur lequel la littérature rassemblée a sans doute abouti à une maturité significative était les études quantitatives (par exemple, Tang, 2008).

Pour décrire brièvement notre démarche, nous avons adopté une approche micro-historique sur la période 2003-2008 à partir de matériaux d'archives conséquents traités selon plusieurs méthodologies qualitatives et quantitatives. Il s'agit d'archives conséquentes de listes de discussions, d'historiques de wiki (pour une présentation technique, voir Ruzé, 2009a). La démarche historique était ici indispensable sur des archives d'une certaine nouveauté. Une approche sérieuse des dynamiques et de l'efficacité des communautés en ligne à partir de tels matériaux à analyser suppose nécessairement une approche historique par comparaison avec les autres approches existantes. Connaissance des événements sur la moyenne durée, mise en évidence de périodes, de ruptures, ou au contraire de permanences structurelles, ainsi que de phénomènes de « dépendance par rapport au chemin », connaissance des archives, importance de la critique des sources, spécificité de l'analyse des traces et des comportements effectifs, mise en évidence des spécificités des phénomènes étudiés et de leur complexité, discussion sérieuse sur ce qu'on peut savoir ou ne pas savoir à partir des données, et enfin attention aux « humbles » au rôle économique essentiel,... tout cela fait partie de la tradition et du savoir-faire de l'historien. La question de l'organisation de toute communauté n'est pas triviale, et l'analyse historique s'est avérée comporter ici un avantage décisif.

Sur le plan théorique, nous avons fait usage de certains concepts de l'économie cognitive (constitution d'un bien collectif, routines, analyse de réseau) pour comprendre l'émergence des formes de gouvernance observées. Une telle ligne de travail tant sur le plan théorique qu'empirique, est complémentaire des approches de l'école de Bloomington (Hess et Ostrom, 2007).

Quelques éléments de contextualisation de la constitution du bien commun numérique

La communauté WordPress est devenue un acteur incontournable en matière de conception de moteur de blog open-source. La communauté est née en juin 2003, la « jeune pousse » (« start-up ») Automattic est lancée en symbiose le 20 décembre 2005. Elle propose plusieurs services payants (hébergement et garantie de maintenance, logiciel contre les courriels indésirables...) associés au logiciel, qui reste gratuit. Le nombre de téléchargements du logiciel dépasse les quatre millions, et des organisations prestigieuses comme le New York Times font usage de WordPress. Ce succès justifie le choix de ce terrain pour l'étude de cas. L'abondance des données en fait également un objet d'étude privilégié (Yin, 2003). De plus, nombre de collectifs défendant de grandes causes (par exemple la lutte contre l'exploitation du gaz de schiste) et l'expression libre sur Internet font

usage de blogs ; WordPress est un outil haut de gamme, robuste et libre largement utilisé en vue d'agir pour le bien commun.

Voici quelques éléments chronologiques concernant l'histoire de la documentation logicielle :

Août 2003 : premières traces numériques de documentations.

13 novembre 2003 : lancement des échanges sur la documentation sur une liste de discussions.

18 décembre 2003 : lancement d'un premier wiki (utilisant le logiciel PhpWiki).

Janvier - juin 2004 : phase de croissance forte puis désorganisation.

30 juillet 2004 : lancement du nouveau wiki nommé « Codex » sur moteur MediaWiki.

Août 2004 - juillet 2005 : phase intense de croissance de la documentation, d'organisation ; forte implication de l'administratrice Lorelle Van Fossen.

27 décembre 2005 : officialisation du Codex comme documentation officielle et intégration au site par uniformisation de l'esthétique (voir capture d'écran ci-dessous).

Janvier-mars 2006 : diminution de l'activité et constat de désorganisation.

Avril-novembre 2006 : ralentissement notable de la régulation de la documentation.

Le processus observé, pour synthétiser à grands traits une histoire complexe, est une trajectoire de centralisation et d'acceptation progressive du wiki comme système d'information central enchâssé dans la communauté WordPress et une alternance entre phases de contributions et d'organisations. Une telle approche a permis de mettre en évidence des spécificités en matière de rythmes dans la communauté, qu'il s'agisse de l'activité interne à la programmation (convergences des rythmes), de l'activité de documentation (divergence), des activités de support entre elles (divergences). Les régularités observées suggèrent qu'il existerait plusieurs phases de régulations et d'activités, différenciées et successives. Tout cela a aidé à comprendre dans une certaine mesure la collaboration distribuée dans un contexte communautaire différent de Wikipédia qui a ses propres contraintes. L'histoire « événementielle » de la documentation est également riche d'enseignements. La documentation a subi un processus d'évolution : d'une structure sous la forme de pages « questions fréquentes » (FAQ) à un wiki ouvert, pour finir sur un modèle intermédiaire entre les encyclopédies Scholarpedia et Wikipédia, avec un processus de validation, comme pour le code. Elle montre un travail permanent, approfondi, d'organisation de la documentation, au-delà des phases observées d'activité importante et de calme prolongé. Ce n'est pas seulement un travail d'ajout de contenu, de mise en forme, mais un véritable travail de conception collective d'un système d'information.

Nous nous sommes intéressés à la constitution selon une trajectoire linéaire, à partir de contributions bénévoles multiples, du bien informationnel qu'est le Codex. L'économie cognitive problématise ce type de situation comme la constitution d'un « bien public » ou collectif. Quoique nombre d'éléments qualitatifs montrent les difficultés du travail de documentation pour les volontaires, à l'origine de la problématique de bien collectif, nous avons montré que la communauté avait réussi, à la date des dépouillements, à résoudre de façon satisfaisante la problématique de bien collectif qui consistait à contribuer au wiki. Il s'agissait pourtant d'un problème de gestion non trivial, comme l'expriment des contributeurs respectés :

“Yes, that’s tedious as HELL to write, but you know, it’s worth doing in the long run.”

“There are about 1000 pages on the Codex, and though that includes pages which are not a part of the documentation, managing this huge list of pages and resources is challenging.”

“Having written a number of Docs & Procedure manuals for labs I know that Doc organisation is a nightmare. I will add my 2bobs worth if I can. My impression is the codex does a fair job of a giant task.”

Nous avons par ailleurs constitué une base de données des contributeurs au Codex, des éléments sur les structures des contributions individuelles de chacun (quantitatifs, temporels). On observe que la distribution des contributions suit une loi de puissance. La réussite du projet viendrait d’un noyau significatif et stable de contributeurs qui forment l’essentiel des contributions, discutent l’organisation du wiki, travaillent en continu. Cependant, d’autres contributeurs donnent plus de 40% du contenu tout en ne prenant pas part à l’organisation.

Puis, à partir de la précédente base de données « contributeurs », nous avons cherché - en particulier pour les plus significatifs d’entre eux - des données qualitatives comportant des indices sur leurs motivations. Elles sont diverses (plaisir conduisant à la dépendance, désir d’aider et don/contre-don, professionnalisme, participation à un projet prestigieux...).

“It went on the list because I was told to put it here a long time ago. Now we have people who are helping, addicted, and the Codex is looking better and more consistent than ever. Lorelle.”

La constitution du bien commun numérique a supposé l’émergence de routines plus contraignantes au-delà des pratiques de Wikipédia

Sur ce point, nous nous sommes focalisés sur certaines caractéristiques structurelles, mais pas forcément saillantes, de « l’embryogénèse » du wiki. Nous avons documenté les routines émergentes observées pendant l’histoire du wiki, et dans ce cadre examiné dans quelle mesure on observe une hybridation entre des caractéristiques organisationnelles de l’open-source et de l’open-media. Nous avons proposé une analyse institutionnaliste de la régulation informelle de la communauté WordPress, ce que permettent les apports de l’économie évolutionniste et de l’économie des conventions. Une problématique d’économie cognitive est en effet l’analyse des problèmes d’émergence, de mutation et diffusion des routines. L’apport d’une démarche historique est ici utile en complément pour observer et analyser les formes d’adaptation des pratiques, les formes d’exploration/exploitation individuelles et collectives, les solutions adoptées, celles qui auraient pu l’être...

L’émergence de routines s’explique par le fait que la documentation a subi une crise qui a conduit à l’abandon d’un premier wiki. Lors de la mise en œuvre du second, un contrôle plus renforcé s’est révélé nécessaire :

“I think that for now, and perhaps forever, the documentation needs to have some tighter control. Development of code is in the hands of a small group of developers ; this is necessary to keep focus and to get the job done. I think that a parallel should

be drawn to documentation. Many hands makes small work, but too many hands makes chaos. Certainly there should always be a way for people to contribute their ideas, and perhaps even their own writing, but it needs to go through a smaller group of people for proofing and ultimately for approval by the developers. I'm concerned that « restriction » on access to working on documentation may be perceived by some as « elitist » or that the docs crew are somehow « special » or part of a « clique » or something.”

La réaction de la communauté a été assez nuancée : elle s'inspire du modèle ouvert de Wikipédia tout en désirant instaurer une régulation plus stricte de la documentation. Plusieurs fragments montrent une double influence, celle des autres projets open-source et de Wikipédia

Nous avons décrit ici la morphologie d'une hybridation et tenté de la comprendre. Nous avons montré que les routines observées s'écartaient de façon significative de ce qui était observé dans l'archétype de la « collaboration massivement distribuée », Wikipédia. Nous l'avons observée en particulier en matière de standardisation des pratiques de rédaction, de rigidification de l'architecture du wiki, avec la création des « drafts » sur les pages des utilisateurs, l'exclusion de certains types d'informations, la coordination centralisée sur une liste de discussion. Cependant, certaines d'entre elles, comme le ménage (« housekeeping »), la routinisation de l'ajout de contenu « expert », l'ouverture quasi-totale du wiki aux contributeurs, la routinisation de la décision consensuelle et de l'initiative décentralisée, et la motivation par louanges des contributeurs, montrent que les routines associées à ce mode de collaboration restent viables. On observe un équilibre entre celles qui sont justifiées par la cité « inspirée », la cité « de l'opinion » et la « cité industrielle » ; la compatibilité entre cités et heuristiques est indiquée par des « + » dans le précédent tableau. On observe donc la juxtaposition des modes de justification, plutôt que des points de tensions irréconciliables, malgré l'existence de frictions ; ces éléments auraient pu cependant être plus difficiles à concilier dans d'autres communautés. Aborder la gouvernance sous l'angle des routines a permis aussi d'établir que la liberté d'édition concernant l'architecture du site est utopique. L'approche historique des routines permet de comprendre pourquoi.

La constitution du bien collectif numérique a supposé l'émergence de structures de coordination

Il a été utile d'approfondir la nature de la gouvernance de la collaboration massivement distribuée par l'étude structurelle de la liste de discussion qui coordonne l'activité sur le Codex : elle montre les limites de ce processus spontané dans le contexte des communautés open-source. La constitution du bien collectif numérique suppose en effet une population d'individus qui interagissent entre eux soit directement (formation de liens), soit indirectement (via un artefact comme une page de wiki). Ainsi, les routines de la partie précédente ont émergé via cet artefact ; cela montre l'importance centrale de la liste de discussions pour réguler la communauté.

L'étude du processus et de ses ressorts cachés est donc ici l'analyse quantitative d'une série chronologique, celle qui supporte la gouvernance d'un wiki.

La gouvernance du Codex est donc un processus qui se déroule en deux phases, l'une, avec une forte activité d'une population de 173 intervenants, l'autre, d'activité plus faible sur ces deux points et marquée par l'émergence de cycles. C'est un processus aux caractéristiques paréliennes (i.e. avec des distributions exponentielles), marqué par la dispersion et la dissymétrie sur l'essentiel de ses dimensions (démographiques, temporelles, nombre de discussions, concentration des discussions) mais aussi par des corrélations simples entre elles. On observe des phénomènes d'entraînement dits « boule de neige » entre les deux types d'intervenants, les administrateurs et les autres, les non-administrateurs, ce phénomène étant concomitant avec les caractéristiques paréliennes précédentes, en particulier dans la première phase.

Le réseau formé par ces interactions est faiblement connecté, à l'exception des pôles multiples que sont les administrateurs qui sont les uns pour les autres des interlocuteurs maniant la réciprocité et crédibles (deuxième graphique ci-dessus), ce qui n'exclut pas d'autres formes significatives de réciprocité dans le reste de la communauté.

Le processus de gouvernance comporte donc des propriétés structurelles caractéristiques des systèmes dynamiques en économie cognitive, et ce, sur une population pourtant assez réduite. La compréhension d'un tel processus permet donc de renforcer notre thèse : il existe des formes d'auto-organisation se caractérisant par des régularités significatives. Il n'est pas observé par ailleurs qu'un tel processus structuré nécessaire à la viabilité du projet se soit concrétisé sur les parties du wiki prévues pour la discussion. D'un point de vue simplement factuel, l'étude d'un tel processus permet d'aller au-delà de la description de ce qu'on appelle parfois « structure en oignon » proposée dans la littérature pour l'ensemble des participants à un projet : nous apportons ici une description plus précise, sur une partie plus localisée du projet, et prenant en compte sa dynamique historique.

Le bien commun numérique suppose une régulation minimale de son usage et appropriation

Nous avons par ailleurs étudié les formes efficaces d'appropriation de l'information du bien collectif et les conditions de l'efficacité du système d'information pour ses utilisateurs. Il s'agit ici en particulier des volontaires de la communauté intervenant sur le forum d'aide en ligne. Sur le plan méthodologique, nous avons analysé, à partir de mots-clefs pertinents, les archives des listes de discussions servant à la régulation des autres parties de la communauté, par exemple celles de l'activité d'informatique (programmation, tests...) et celles du forum d'aide aux utilisateurs ; il s'agit en effet d'archives conséquentes de plusieurs dizaines de milliers de courriels, ce qui demandait une sélection des contenus pertinents. Nous avons eu l'intuition que nous obtiendrions ainsi d'une façon inductive des indices sur l'appropriation, les usages, etc. de la documentation à partir de ce qui en est dit ailleurs dans la communauté. Il s'agit là d'une problématique usuelle en systèmes d'information mais aussi en économie du management du savoir (Economics of knowledge management), qui problématise la question de l'évaluation de l'efficacité du savoir traité et produit. Nous arrivons à la conclusion que les usages du wiki à l'interface entre les différentes parties de la communauté ne sont pas si immédiats que cela.

Pour le forum et ses volontaires, plusieurs mécanismes limitatifs sont en jeu. On observe tout d'abord, un phénomène de complémentarité démographique entre équipes de volontaires, ce qui se traduit, au-delà des transferts d'informations et partages de connaissances, par des arbitrages de la population de volontaires entre aide sur le forum ou le wiki.

“This exercise is not about replacing Codex, nor is it about removing anything from the forums. It is about using knowledge better.”

“But my question to this is, is the primary goal to funnel people to the codex, or is it to help them solve their problem ? I'm finding all too often, someone asks a fairly specific question, one or several members chime in, and then along comes, IMVHO, a generic link to the codex. Sometimes even after one link to the codex has been offered up in the thread. If the real goal is to funnel questions to the codex, then perhaps my efforts would be better served working on the codex, rather than working one on one with forum members.”

On observe la nécessité de gérer la complémentarité et non la substitution entre deux formes de savoirs différents sur le wiki et le forum. On remarque la nécessité de réguler la façon de faire usage du wiki, qui ne doit pas être anarchique, systématique, ou irréfléchi.

“What I actually do not want are codex links all over the place - it's rare that you can home directly in on a codex topic that helps directly and Codex is linked from many places (like every WP blog). What is not linked is all the gold that is in the forums.”

“Although it will be nearly impossible to articulate successfully, I would very much like to also require some measure of “decorum” : it's insufficient to just give the right answer. One must be demonstrably supportive (within measure) when providing answers, instead of just spitting out correct facts without context. (Yes, I've changed my mind a bit on the practice of merely dropping links to the Codex ; thanks largely to this list.)”

“ASK if people have been to Codex, do NOT assume they have. READ their questions for heavens sake too - there are some answers which illustrate only that the person who pasted the answer is actually keener on raising their stats that they are in seeing a satisfied user. (Which is why public displays of stats are such a bad idea). And ANSWER them - any links to Codex (except for VERY clearly stepped answers) should be supplementary to what you type. They should not be the only thing you write.”

La communauté doit aussi gérer un problème d'incitation à la lecture et à la recherche dans le wiki. Il est plus facile en effet de demander de l'aide que de faire usage du bien collectif numérique lui-même, mais les frictions observées sont diverses :

- “1. Not everyone uses Codex.*
- 2. From the front page of Codex, the FAQ is not very clearly linked.*
- 3. The format of Codex does not lend itself to people who are worried/ confused and searching for information.*

4. *This <http://codex.wordpress.org/FAQ> leads to TEN MORE FAQ's so you are asking someone who could be worried / confused to make decisions about which category their problem falls into. [...]*

9. *If Codex was the answer to all problems, why have we got the forums*

10. *Because sometimes those Codex FAQ answers generate more questions which it does NOT ANSWER. [...]*

Now if someone wants to discuss this, please do from the point of view that Codex is not a religion nor the answer to all the worlds problems."

Le résultat auquel nous avons abouti par ce travail qualitatif et inductif permet de comprendre que la question de l'appropriation efficace du bien collectif numérique est paradoxalement délicate dans le contexte d'une communauté open-source, très différente de Wikipédia ; en particulier, nous avons montré qu'elle est plus difficile et suppose pour la communauté des volontaires, petits et grands, des formes de gouvernance de l'usage.

Conclusion

Ce travail sur un bien collectif numérique a permis de façon significative de tracer une frontière entre les pratiques spontanées de l'open-media et les pratiques de l'open-source mais aussi de quelles façons ces deux types d'organisations peuvent coexister voire s'hybrider. Ces résultats montrent l'existence de formes significatives de gouvernance d'un bien commun (routines, coordination de la communication, usage contrôlé du savoir rassemblé) et d'une absence de problème sérieux d'incitation, malgré la complexité d'une telle situation de gestion et son caractère rébarbatif. Ils vont clairement dans le sens des résultats du courant de recherche d'Elinor Ostrom qui associent gouvernance et viabilité des communs. Nous avons donné une vision dynamique et historique du processus et mobilisé des outils d'économie politique (économie cognitive) diversifiés et complémentaires pour mieux comprendre cette situation de gestion. Les wikis étant répandus dans les communautés du libre, il serait bon de savoir dans quelle mesure l'hybridation observée dans ce cas précis est un phénomène général. Les contraintes spécifiques au logiciel libre et aux sites de contenus ouverts laissent entendre qu'une telle hybridation devrait être répandue. Elle pourrait prendre d'autres formes lorsque les institutions mises en contact seraient autres. D'autres travaux de recherche sont nécessaires pour examiner la complexité de la gestion des biens communs numériques lorsque les formes institutionnelles sous-jacentes ne sont pas uniques.